

<p style="text-align: center;"><b>RI actuel</b></p>	<p style="text-align: center;"><b>Nouveau R.I</b> <b>(Modifications en rouge)</b></p>
<p>Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser et de compléter les dispositions prévues aux statuts auxquels il est annexé.</p> <p>Article 1 : missions de la ligue</p> <p>Organisme territorial fédéral de gestion la ligue reçoit mission de la fédération pour contrôler, coordonner et faciliter la mise en œuvre de la politique fédérale sur le territoire de son ressort. Elle constitue avec les organismes de proximité que sont les comités, l'équipe qui assure la cohérence de l'action fédérale décidée par l'assemblée générale de la fédération en direction de ses membres.</p> <p>L'efficacité de son action s'appuie sur l'animation des équipes administrative et technique, l'organisation commune des moyens fonctionnels et le contrôle des financements fédéraux.</p> <p>Conformément aux principes d'optimisation et de mutualisation et dans le cadre de ses missions de gestion et de coordination, la ligue constitue avec les comités de son territoire de compétence un pôle régional d'administration et de gestion au service de chaque OTD concerné.</p>	<p>Article 1 : missions de la ligue</p> <p>Organisme territorial <b>délégataire de coordination et de gestion</b> la ligue reçoit mission de la fédération pour contrôler, coordonner et faciliter la mise en œuvre de la politique fédérale sur le territoire de son ressort, <b>et particulièrement par l'élaboration et l'aide à la réalisation du plan d'action territorial (PAT).</b></p> <p>Elle constitue avec les organismes de proximité que sont les comités, l'équipe qui assure la cohérence de l'action fédérale décidée par l'assemblée générale de la fédération en direction de ses membres <b>et de ses licenciés.</b></p> <p><b>La ligue a pour mission de renforcer la solidarité entre tous les acteurs du judo de son ressort et d'appliquer et de faire appliquer le principe d' « entraide et prospérité mutuelle ».</b></p> <p>L'efficacité de son action s'appuie sur l'animation des équipes technique et administrative, l'organisation commune des moyens fonctionnels et le contrôle des financements fédéraux.</p> <p>Conformément aux principes d'optimisation et de mutualisation et dans le cadre de ses missions de gestion et de coordination, la ligue constitue avec les comités de son territoire de compétence <b>un pôle régional technique, et un pôle régional d'administration et de gestion (PRAG) au service des comités dans le respect de leurs décisions et de leur responsabilité. Elle assure la formation (IRFEJJ) et le développement des groupements d'employeurs. (GE).</b></p> <p><b>Par la présence de son président comme membre délibératif au conseil d'administration fédéral, elle assure au niveau régional, l'efficacité des décisions de l'assemblée générale fédérale et de leur mise en application par le conseil d'administration fédéral.</b></p>
<p>Article 2 : l'assemblée générale</p> <p>La composition et le déroulement de l'assemblée générale annuelle de la ligue sont définis par les articles 4 à 7 de ses statuts.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés.</p> <p>L'assemblée générale entend chaque année les rapports des commissions de la ligue.</p> <p>Les présidents des comités présentent chaque année un compte rendu d'activité de leur comité devant l'assemblée générale.</p> <p>Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont adressés, dans les deux mois qui suivent la réunion, au secrétariat général de la fédération.</p> <p>Les convocations et autres envois aux réunions statutaires de la ligue sont considérés conformes lorsqu'ils sont adressés par voie postale, messagerie électronique ou système intranet.</p>	<p>Article 2 : l'assemblée générale</p> <p>La composition et le déroulement de l'assemblée générale annuelle de la ligue sont définis par les articles 4 à 7 de ses statuts.</p> <p>Les décisions sont prises à la majorité simple des suffrages valablement exprimés.</p> <p>L'assemblée générale entend chaque année les rapports des commissions de la ligue.</p> <p>Les présidents des comités présentent chaque année un compte rendu d'activité de leur comité devant l'assemblée générale</p> <p>Les procès-verbaux de l'assemblée générale sont adressés, dans les deux mois qui suivent la réunion, au secrétariat général de la fédération.</p> <p>Les convocations et autres envois aux réunions statutaires de la ligue sont considérés conformes lorsqu'ils sont adressés par voie postale, messagerie électronique ou système intranet.</p> <p><b>Le calendrier des assemblées générales devra respecter l'ordre chronologique suivant :</b></p> <p><b>Concernant l'assemblée générale ordinaire, l'assemblée générale de ligue suit l'assemblée générale fédérale et précède l'assemblée générale des comités de son ressort.</b></p> <p><b>En ce qui concerne l'assemblée générale électorale, l'assemblée générale de ligue suit l'assemblée générale électorale des comités de son ressort et précède l'assemblée générale fédérale électorale.</b></p>
<p>Article 3 : le comité directeur</p> <p>Le comité directeur est composé des membres de droit ainsi que de ..... membres conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts ; son fonctionnement est régi par l'article 9 des statuts.</p> <p>Les séances du comité directeur sont dirigées par le président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, par le secrétaire générale. À défaut, le président désigne pour le remplacer l'un des membres du bureau. Si cette désignation n'a pu être faite, la présidence de la séance sera assurée par le membre le plus âgé du comité directeur.</p> <p>Les convocations doivent comporter un ordre du jour précis et être adressées à tous les membres du comité directeur au moins huit jours avant la date de la réunion, sauf s'il s'agit d'une convocation d'urgence qui peut être décidée par le président en cas de nécessité.</p> <p>Lorsque la convocation est demandée par le tiers des membres délibérants, la réunion doit se tenir dans un délai maximum de quatre semaines.</p>	<p><b>Article 3 : le conseil d'administration</b></p> <p><b>Le conseil d'administration est composé de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>membres délibératifs</b></li> </ul> <p>- ..... (entre 5 et 15) membres élus selon le scrutin de liste bloquée constituant le collège A,</p> <p>- <b>les présidents de comité du ressort de la ligue, élus sur liste bloquée, constituant le collège B</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>membres consultatifs :</b></li> </ul> <p>-les responsables des commissions permanents (sportive, formation, arbitrage, culture judo-ceintures noires)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>membres consultatifs ponctuels sur convocation du bureau.</b></li> <li>• <b>le responsable administratif régional et le responsable technique régional sont invités permanents conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts. Son fonctionnement est régi par l'article 9 des statuts.</b></li> </ul> <p>Les séances du conseil d'administration sont dirigées par le président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, conformément aux dispositions de l'article 13 des statuts, par le secrétaire générale. À défaut, le président désigne pour le remplacer l'un des membres du bureau.</p>

<p>Le président peut inviter aux séances du comité directeur toute personne dont la compétence peut être utile à ses travaux.</p> <p>Les membres du comité directeur peuvent demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour sous réserve que la demande soit parvenue au siège de la ligue au moins quinze jours avant la date de la réunion.</p> <p>Les questions diverses non prévues à l'ordre du jour devront être approuvées à la majorité simple des membres délibérants présents en début de séance pour être débattues.</p> <p>Le vote par procuration ou par correspondance n'est pas autorisé lors des réunions du comité directeur.</p> <p>Lorsqu'une décision relevant du comité directeur doit être prise alors que ce dernier ne peut être réuni, il est possible de consulter par écrit (postal ou électronique) les membres du comité directeur.</p> <p>Les décisions prises par consultation écrite ont la même valeur que celles prises lors d'une réunion du comité directeur.</p>	<p>Si cette désignation n'a pu être faite, la présidence de la séance sera assurée par le membre le plus âgé du conseil d'administration.</p> <p>Les convocations doivent comporter un ordre du jour précis et être adressées à tous les membres du conseil d'administration au moins huit jours avant la date de la réunion, sauf s'il s'agit d'une convocation d'urgence qui peut être décidée par le président en cas de nécessité.</p> <p>Lorsque la convocation est demandée par le tiers des membres délibérants, la réunion doit se tenir dans un délai maximum de quatre semaines.</p> <p>Le président peut inviter aux séances du conseil d'administration toute personne dont la compétence peut être utile à ses travaux.</p> <p>Les membres du conseil d'administration peuvent demander l'inscription d'une question à l'ordre du jour sous réserve que la demande soit parvenue au siège de la ligue au moins quinze jours avant la date de la réunion.</p> <p>Les questions diverses non prévues à l'ordre du jour devront être approuvées à la majorité simple des membres délibérants présents en début de séance pour être débattues.</p> <p>Le vote par procuration ou par correspondance n'est pas autorisé lors des réunions du conseil d'administration.</p> <p>Lorsqu'une décision relevant du conseil d'administration doit être prise alors que ce dernier ne peut être réuni, il est possible de consulter par écrit (postal ou électronique) les membres du conseil d'administration.</p> <p>Les décisions prises par consultation écrite ont la même valeur que celles prises lors d'une réunion du conseil d'administration.</p>
<p><b>Article 4 : le président</b></p> <p>Le président de la ligue est élu conformément aux dispositions de l'article 11 des statuts.</p> <p>Son rôle est d'organiser l'activité de la ligue et de représenter la fédération auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et du mouvement sportif du ressort de la ligue.</p> <p>Le président peut déléguer certaines de ses attributions à un membre élu du comité directeur après avoir obtenu l'accord du comité directeur conformément à l'article 12 des statuts. Ces délégations peuvent avoir un caractère temporaire ou correspondre à la durée du mandat. Elles peuvent être retirées à tout moment après information du comité directeur.</p>	<p><b>Art 4 : le président</b></p> <p>Le président est élu conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts.</p> <p>Son rôle est d'organiser l'activité de la ligue et de représenter la fédération auprès des pouvoirs publics, des collectivités territoriales et du mouvement sportif du ressort de la ligue.</p> <p>Le président peut déléguer certaines de ses attributions à un membre élu du conseil d'administration après avoir obtenu l'accord du conseil d'administration conformément à l'article 12 des statuts. Ces délégations peuvent avoir un caractère temporaire ou correspondre à la durée du mandat. Elles peuvent être retirées à tout moment après information du conseil d'administration.</p>
<p><b>Article 5 : le bureau et le comité exécutif</b></p> <p>Le bureau est composé du président, du secrétaire général et du trésorier, choisis parmi les membres élus du comité directeur.</p> <p>Le comité directeur peut désigner également ..... vice-présidents qui ne sont pas membres du bureau et composent avec le bureau, le comité exécutif.</p> <p>Il se réunit entre chaque réunion du comité directeur et chaque fois qu'il est convoqué par le président.</p> <p>Le responsable de l'équipe technique régionale assiste aux réunions du bureau avec voix consultative. Il se retire lorsque les questions traitées le concernent personnellement.</p> <p>Le président peut inviter, aux réunions du bureau, toute personne utile à ses travaux.</p> <p>Le bureau met en œuvre les décisions du comité directeur, prépare les dossiers mis à l'ordre du jour des réunions du comité directeur et règle les affaires courantes.</p> <p>Le président peut solliciter l'avis du bureau avant de prendre une décision urgente lorsqu'il ne peut pas réunir le comité directeur.</p> <p>Les membres du bureau sont membres de droit de toutes les instances de la ligue, sauf de l'assemblée générale. Ils ne peuvent être désignés comme membres des organes disciplinaires.</p>	<p><b>Art 5 : le bureau et le comité exécutif</b></p> <p>Le bureau est composé du président, du secrétaire général et du trésorier général.</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts le conseil d'administration, sur proposition du président, désigne pour constituer le comité exécutif, ....vice-présidents, parmi l'ensemble de ses membres, dont un vice-président culture judo.</p> <p>Le bureau et le comité exécutif se réunissent, entre les réunions du conseil d'administration, chaque fois qu'ils sont convoqués par le président.</p> <p>Le responsable technique régional et le responsable administratif régional assistent à ces réunions avec voix consultative. Ils se retirent lorsque les sujets traités les concernent personnellement.</p> <p>Le président peut inviter, aux réunions du bureau et du comité exécutif, toute personne utile à leurs travaux.</p> <p>Le bureau règle les affaires courantes, le comité exécutif met en œuvre les décisions du conseil d'administration et prépare les dossiers mis à son ordre du jour.</p> <p>Le président peut solliciter l'avis du bureau avant de prendre une décision urgente lorsqu'il ne peut pas réunir le conseil d'administration.</p> <p>Les membres du bureau sont membres de droit de toutes les instances de la ligue, sauf de l'assemblée générale. Ils ne peuvent être désignés comme membres des organes disciplinaires.</p>
<p><b>Article 6 : délégation</b></p> <p>Le président est assisté dans sa mission de gestion de la ligue par les membres du bureau qui peuvent à cet effet recevoir une délégation précise du comité directeur.</p> <p>Cette délégation est définie par le comité directeur qui peut la retirer par un vote à bulletin secret.</p>	<p><b>Article 6 : délégation</b></p> <p>Le président est assisté dans sa mission de gestion de la ligue par les membres du bureau qui peuvent à cet effet recevoir une délégation précise du conseil d'administration.</p> <p>Cette délégation est définie par le conseil d'administration qui peut la retirer par un vote à bulletin secret.</p>

<p>Article 7 : les commissions</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de la ligue, le comité directeur met en place les commissions nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées, notamment une commission sportive, médicale, d'arbitrage, d'enseignement, de judo et personnes handicapées et de toutes celles nécessaires au bon fonctionnement de la ligue.</p> <p>Il est créé une commission de surveillance des opérations électorales dans le respect des articles 11 et 15 des statuts et règlement intérieur fédéraux.</p> <p>Il nomme les responsables et leurs membres pour la durée de l'olympiade et précise leur mission. Les membres sont choisis en fonction de leur compétence parmi les licenciés de la ligue.</p> <p>Conformément à l'annexe du règlement intérieur fédéral, il est également constitué une commission régionale de Kendo et D.R.</p> <p>Dans leur domaine de compétence, les commissions exécutent toutes les tâches qui leur incombent dans le cadre budgétaire qui leur est alloué et dans le respect des règlements fédéraux. Elles font toutes propositions et suggestions au comité directeur pour mener à bien leur mission.</p> <p>Pour des tâches ponctuelles, le comité directeur peut constituer des groupes de travail dont l'animation est confiée à l'un de ses membres.</p>	<p>Article 7 : les commissions</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 16 des statuts de la ligue, le conseil d'administration met en place les commissions nécessaires à l'exécution des missions qui lui sont confiées, notamment une commission sportive, médicale, d'arbitrage, de judo et personnes handicapées et de toutes celles nécessaires au bon fonctionnement de la ligue.</p> <p>Il est créé une commission de surveillance des opérations électorales dans le respect des articles 11 et 13 des statuts et règlement intérieur fédéraux.</p> <p><b>Le conseil d'administration</b> nomme les responsables et leurs membres pour la durée de l'olympiade et précise leur mission. Les membres sont choisis en fonction de leur compétence parmi les licenciés de la ligue.</p> <p>Conformément à l'annexe du règlement intérieur fédéral, il est également constitué une commission régionale de Kendo et D.R.</p> <p>Dans leur domaine de compétence, les commissions exécutent toutes les tâches qui leur incombent dans le cadre budgétaire qui leur est alloué et dans le respect des règlements fédéraux. Elles font toutes propositions et suggestions au conseil d'administration pour mener à bien leur mission.</p> <p>Pour des tâches ponctuelles, le conseil d'administration peut constituer des groupes de travail dont l'animation est confiée à l'un de ses membres.</p>
<p>Article 8 : conférence régionale des présidents</p> <p>La conférence régionale des présidents se réunit au moins trois fois par saison sportive.</p> <p>Elle est présidée par le président de la ligue qui peut inviter toute personne dont les compétences sont utiles à ses travaux.</p>	<p><b>Article 8 : conférence régionale des présidents</b></p> <p><b>La conférence régionale des présidents réunit ou consulte au moins trois fois par saison sportive les présidents des OTD d'une ligue pour préparer les projets de développement et de fonctionnement régionaux de façon à les soumettre à leurs comités directeurs respectifs avant que les décisions ne soient prises par ces mêmes comités directeurs.</b></p> <p><b>Elle est présidée par le président de la ligue qui peut inviter toute personne dont les compétences sont utiles à ses travaux.</b></p>
<p>Article 9 : conseil de ligue « culture judo »</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 18 des statuts de la ligue, le conseil de ligue « culture judo » est composé du vice-président élu à ce titre, d'un haut gradé désigné par le comité directeur de la ligue et des membres désignés par chaque comité du ressort territorial de la ligue.</p> <p>Sa mission est conforme aux dispositions de l'article 20 du règlement intérieur fédéral.</p> <p>Le conseil de ligue « culture judo » dans son domaine de compétence fait toutes propositions et suggestions au comité directeur de la ligue pour mener à bien sa mission.</p>	<p>Article 9 : conseil de ligue « culture judo »</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 18 des statuts de la ligue, le conseil de ligue « culture judo » est composé du vice-président élu à ce titre, d'un haut gradé désigné par le conseil d'administration de la ligue et des membres désignés par chaque comité du ressort territorial de la ligue.</p> <p>Sa mission est conforme aux dispositions de l'article 20 du règlement intérieur fédéral.</p> <p>Le conseil de ligue « culture judo » dans son domaine de compétence fait toutes propositions et suggestions au conseil d'administration de la ligue pour mener à bien sa mission.</p>
<p>Article 10 : congrès de ligue</p> <p>Conformément à l'article 19 de ses statuts, la ligue peut organiser chaque année, en début ou fin de saison sportive, un (ou des) congrès ouvert(s) aux représentants et enseignants des associations affiliées à la fédération de son ressort territorial.</p> <p>Participent également au congrès les membres des comités directeurs, des commissions des comités et de la ligue, de l'équipe technique de ligue, les agents rétribués des comités et de la ligue invités par le comité directeur, les personnes invitées par le comité directeur dont les compétences sont utiles à ses travaux.</p> <p>Cette réunion porte sur les sujets établis par le comité directeur de la ligue. Elle permet de communiquer les dispositions propres au déroulement des actions qui en découlent au niveau des comités et de la ligue.</p> <p>Un congrès de ligue peut travailler en réunions plénières ou en ateliers sur des thèmes mis à son ordre du jour par le comité directeur de la ligue. Il peut concerner la totalité ou une partie du territoire de la ligue.</p>	

<p><b>Article 11 : organisation des compétitions et des manifestations</b>                  La ligue a pour mission d'organiser les sélections de ligue des diverses compétitions prévues au calendrier fédéral ainsi que toutes les manifestations, stages, formations, animations définis par la politique générale de la fédération.                  Elle doit veiller au strict respect des règlements fédéraux ainsi que des dispositions législatives et réglementaires liées à ces activités.                  Elle s'assure de la concordance des calendriers de ligue et des comités à l'issue de la parution du calendrier fédéral.                  Pour toutes les manifestations organisées en dehors du calendrier fédéral officiel, les organismes territoriaux doivent obtenir l'accord de la direction technique nationale.                  Toutes compétitions, manifestations, animations ne peuvent être organisées en dehors des organismes territoriaux fédéraux, quels qu'en soient les niveaux, qu'avec l'accord préalable :                  –du comité, pour les manifestations locales ou de club ;                  –de la ligue, pour les manifestations dans le ressort géographique d'un comité ;                  –de la fédération, pour les manifestations dans le ressort géographique d'une ligue et au-dessus.</p>	<p><b>Article 10 : organisation des compétitions et des manifestations</b>                  La ligue a pour mission d'organiser les sélections de ligue des diverses compétitions prévues au calendrier fédéral ainsi que toutes les manifestations, stages, formations, animations définis par la politique générale de la fédération.                  Elle doit veiller au strict respect des règlements fédéraux ainsi que des dispositions législatives et réglementaires liées à ces activités.                  Elle s'assure de la concordance des calendriers de ligue et des comités à l'issue de la parution du calendrier fédéral.                  Pour toutes les manifestations organisées en dehors du calendrier fédéral officiel, les organismes territoriaux doivent obtenir l'accord de la direction technique nationale.                  Toutes compétitions, manifestations, animations ne peuvent être organisées en dehors des organismes territoriaux fédéraux, quels qu'en soient les niveaux, qu'avec l'accord préalable :                  –du comité, pour les manifestations locales ou de club ;                  –de la ligue, pour les manifestations dans le ressort géographique d'un comité ;                  –de la fédération, pour les manifestations dans le ressort géographique d'une ligue et au-dessus.</p>
<p><b>Article 12 : les délégués fédéraux</b>                  Conformément aux dispositions du règlement intérieur fédéral, la ligue désigne, en début de saison sportive pour chaque manifestation prévue aux calendriers de la ligue et des comités, des délégués fédéraux et leurs suppléants qui ont pour mission de faire respecter les règlements fédéraux et l'observation par l'organisateur des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de manifestations sportives.                  Toute décision sur un cas de figure non prévu par les textes sera prise par le délégué après consultation du cadre technique, du responsable arbitrage et des membres du comité directeur présents.                  Les délégués fédéraux sont désignés parmi l'ensemble des licenciés de la ligue reconnus pour leurs compétences. Les délégués fédéraux peuvent être également missionnés pour s'assurer que les manifestations organisées en dehors des calendriers des organismes territoriaux se déroulent dans le respect des règlements édictés par la F.F.J.D.A.                  À l'issue de sa mission, le délégué fédéral rédige un rapport selon le modèle établi, qu'il adresse dans les 48 heures :                  –à la ligue et en copie au comité pour les manifestations sous la responsabilité du comité ;                  –au siège fédéral et en copie à la ligue pour les manifestations sous la responsabilité de la ligue.</p>	<p><b>Article 11 : les délégués fédéraux</b>                  Conformément aux dispositions du règlement intérieur fédéral, la ligue désigne, en début de saison sportive pour chaque manifestation prévue aux calendriers de la ligue et des comités, des délégués fédéraux et leurs suppléants qui ont pour mission de faire respecter les règlements fédéraux et l'observation par l'organisateur des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de manifestations sportives.                  Toute décision sur un cas de figure non prévu par les textes sera prise par le délégué après consultation du cadre technique, du responsable arbitrage et des membres du conseil d'administration présents.                  Les délégués fédéraux sont désignés parmi l'ensemble des licenciés de la ligue reconnus pour leurs compétences.                  Les délégués fédéraux peuvent être également missionnés pour s'assurer que les manifestations organisées en dehors des calendriers des organismes territoriaux se déroulent dans le respect des règlements édictés par la F.F.J.D.A.                  À l'issue de sa mission, le délégué fédéral rédige un rapport selon le modèle établi, qu'il adresse dans les 48 heures :                  –à la ligue et en copie au comité pour les manifestations sous la responsabilité du comité ;                  –au siège fédéral et en copie à la ligue pour les manifestations sous la responsabilité de la ligue.</p>
<p><b>Article 13 : les passages de grades</b>                  La ligue doit se conformer aux dispositions prévues par les textes en vigueur pour l'organisation des passages de grades sur son territoire de compétence.                  Une participation financière aux frais d'organisation et administratifs est perçue suivant les modalités et les montants fixés par l'assemblée générale fédérale.</p>	<p><b>Article 12 : les passages de grades</b>                  La ligue doit se conformer aux dispositions prévues par les textes en vigueur pour l'organisation des passages de grades sur son territoire de compétence.                  Une participation financière aux frais d'organisation et administratifs est perçue suivant les modalités et les montants fixés par l'assemblée générale fédérale.</p>
<p><b>Article 14 : modification du règlement intérieur</b>                  Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par l'assemblée générale de la ligue sous réserve de l'autorisation préalable expresse du comité directeur fédéral.                  Le présent règlement intérieur a été approuvé par l'assemblée générale fédérale du 25 avril 2004 (Deauville) et adopté par l'assemblée générale de la ligue de ..... qui s'est tenue le ..... à ..... [Art. 8 modifié par l'assemblée générale fédérale du 26 mars 2006 ; art. 1, 5, 9 et 13 modifiés par l'assemblée générale fédérale du 29 mars 2009 ; art. 2 modifié par l'assemblée générale fédérale du 28 mars 2010 ; art.3 modifié par l'assemblée générale fédérale du 5 avril 2014]</p>	<p><b>Article 13 : modification du règlement intérieur</b>                  Le présent règlement peut faire l'objet de modifications par l'assemblée générale de la ligue sous réserve de l'autorisation préalable expresse du conseil d'administration fédéral.                  Le présent règlement intérieur a été approuvé par l'assemblée générale fédérale du ..... et adopté par l'assemblée générale de la ligue de ..... qui s'est tenue le ..... à .....</p>